

# La protection financière en France



La protection financière est au centre de la couverture sanitaire universelle : les participations financières peuvent compromettre l'accès aux soins et services de santé et génèrent de la pauvreté



## Combien de personnes connaissent des difficultés financières ?

1,4 % des ménages se sont appauvris ou se sont davantage appauvris après avoir payé les restes à charge pour leurs soins et services de santé (2017)

2,1 % des ménages (environ 800 000 personnes) supportent des restes à charge catastrophiques (2017)



## Qui sont ces personnes ?

Les ménages aux revenus les plus modestes (près de 90 % des ménages présentant des dépenses de santé catastrophiques font partie du quintile de consommation le plus pauvre)

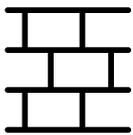
Des ménages dont le chef de famille est une personne sans emploi, une personne inactive sur le marché du travail ou un parent isolé



## Quels services sont à l'origine des difficultés financières ?

En moyenne : les soins et services ambulatoires, les tests de diagnostic et les produits médicaux

Chez les ménages aux revenus les plus modestes : les médicaments en ambulatoire, les produits médicaux



## Quels sont les principaux obstacles à l'accès aux services de santé ?

La couverture des soins dentaires est limitée, d'où des niveaux de besoins de soins dentaires non satisfaits supérieurs à la moyenne

Les mécanismes mis en œuvre pour protéger les populations des participations financières répandues et importantes (notamment des dépassements d'honoraires) ne sont pas suffisamment efficaces

L'accès à une couverture maladie complémentaire qui rembourse les participations financières est inégalitaire



## Où se situe la France par rapport aux autres pays ?

L'incidence des restes à charge catastrophiques est inférieure en France comparée à celle de nombreux pays de l'Union Européenne du fait du faible niveau des restes à charge

Cependant, la France compte énormément sur la couverture maladie complémentaire pour fournir une protection financière à sa population, un dispositif particulièrement régressif qui implique d'importants coûts de transaction et coûts financiers pour le budget de l'Etat et les salariés



## Que peut faire la France pour améliorer la protection financière ?

Réduire les restes à charge en exonérant les personnes à faibles revenus et les personnes atteintes d'affections chroniques de tout participation financière, en fixant un plafond annuel basé sur les revenus sur toutes les participations financières pour l'ensemble de la population, en limitant les dépassements d'honoraires et en éliminant progressivement le remboursement rétrospectif (généralisation du tiers payant)

Réduire la régressivité du financement par la couverture maladie complémentaire en supprimant les barrières financières et administratives vers une complémentaire gratuite ou subventionnée pour les personnes à faibles revenus et en subordonnant les subventions pour la complémentaire des salariés au revenu